

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---

**Remplacement de la CTA de l'amphithéâtre au  
bâtiment 425**

---

N° 2025-A074

**Université Paris-Saclay**  
Bâtiment Breguet  
3 rue Joliot Curie  
91190 Gif Sur Yvette

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires .....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 – Intervenants .....	4
3.1 - Maîtrise d'oeuvre.....	4
3.2 - Contrôle technique .....	4
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	5
3.4 Assistant à maîtrise d’ouvrage (AMO) .....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
5 – Protection des données à caractère personnel .....	5
5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel.....	5
5.2 - Obligations du titulaire .....	5
5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire .....	5
5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées .....	6
5.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	6
5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel .....	6
5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations....	7
5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel .....	7
5.2.7 - Sort des données .....	7
5.2.8 - Délégué à la protection des données.....	7
5.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement .....	7
5.2.10 - Documentation.....	7
5.3 - Obligations de l'acheteur .....	7
6 - Durée et délais d'exécution .....	9
6.1 - Délai d'exécution.....	9
7 - Prix.....	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
7.2 - Modalités de variation des prix .....	9
8 - Garanties Financières .....	10
9 - Avance .....	10
9.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	10
9.2 - Garanties financières de l'avance .....	11
10 - Modalités de règlement des comptes .....	11
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	11
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
10.3 - Délai global de paiement.....	11
10.4 - Paiement des cotraitants .....	12
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	12
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	12
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	12
11.2 - Implantation des ouvrages .....	12
11.3 - Préparation et coordination des travaux.....	12
11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	12
11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	13
11.3.3 - Registre de chantier .....	15
11.4 - Etudes d'exécution.....	15

11.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	15
11.5.1 - Gestion des déchets de chantier .....	15
11.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	15
11.5.3 - Documents à fournir après exécution.....	15
11.5.3.1 Dossier des ouvrages exécuté (DOE).....	15
11.5.3.2 Dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO) .....	15
12 - Développement durable .....	15
13 - Réception.....	16
13.1 - Réception des travaux .....	16
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception .....	16
14 - Garantie des prestations .....	16
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	16
16 - Pénalités .....	16
16.1 - Pénalités de retard.....	16
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	17
16.3 - Autres pénalités spécifiques .....	17
17 - Assurances .....	18
18 - Résiliation du contrat .....	18
18.1 - Conditions de résiliation.....	18
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	18
19 - Règlement des litiges et langues.....	19
20 - Clauses complémentaires.....	19
20.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	19
21 - Dérogations.....	19

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : Travaux de remplacement de la CTA de l'amphithéâtre au bâtiment 425

Les travaux décrits dans ce lot concernent :

- Dépose des équipements aéraulique, hydrauliques et électriques concernés sans aucune plus-value,
- Mise en place d'un système de ventilation double flux,
- Refonte de la distribution aéraulique,
- Remplacement des diffuseurs soufflage et reprise,
- Remplacement des trappes de désenfumage,
- Remplacement de la pompe principale du circuit constant,
- Travaux de raccordement de la batterie hydraulique,
- Remplacement de l'armoire électrique et raccordement électrique des équipements,
- Reprise du calorifuge du réseau hydraulique constant y compris en vide sanitaire

Les travaux étant réalisés sur une installation existante sans intervention d'autres corps d'état, l'entrepreneur devra tous les travaux accessoires pour une livraison complète des installations : Aménagement du local ventilation, percements, rebouchages, reprise d'étanchéité, ...

Lieu d'exécution :

Université Paris-Saclay - IUT d'Orsay

Local CTA, Amphithéâtre Cartan, Bâtiment 425

91400 ORSAY

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

# 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le planning d'exécution
- Le Cadre de mémoire technique (CMT) du titulaire
- L'offre du titulaire, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation ou de mise au point

# 3 – Intervenants

## 3.1 Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'Université Paris Saclay.

Les missions de conduite d'opération, ordonnancement, pilotage et coordination du chantier sont assurées par la Direction de l'Aménagement du Patrimoine et de l'Immobilier de l'université (DAPI).

## 3.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par :

INDDIGO

40, Rue de l'Echiquier

### **3.3 - Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par :

**Bureau VERITAS Construction**  
2 rue Jean Mermoz - 91080 COURCOURONNES  
Tél. : 01 69 47 12 10

### **3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination en matière de sécurité et protection de la santé est assurée par :

**ACT BET**

2, rue du Lendemain - 95800 Cergy  
03 64 19 80 30 - [contact@aci-bet.com](mailto:contact@aci-bet.com)

### **3.5 Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants :**

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

### **3.6 Cotraitance**

Toutefois, en cas de groupement conjoint le mandataire sera solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire sera obligatoirement solidaire de l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

## **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **5 – Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### **5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

### **5.2 - Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### **5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### **5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

#### **5.2.3 - Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

[dpd@universite-paris-saclay.fr](mailto:dpd@universite-paris-saclay.fr)

#### **5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

Par mail à l'adresse suivante : [dpd@universite-paris-saclay.fr](mailto:dpd@universite-paris-saclay.fr)

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **5.2.7 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### **5.2.8 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

### **5.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **5.2.10 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## **5.3 - Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- Documenter par écrit toute instruction concernant des données par le titulaire,
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire

## **6 - Durée et délais d'exécution**

### **6.1 - Délai d'exécution**

Le délai global d'exécution comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux. Il est estimé à 4 mois dont une période de préparation qui ne pourra excéder 1 mois.

Le titulaire devra délivrer l'ensemble des documents mentionnés à l'article 1.3.2.2 du CCTP dans un délai maximum de 1 mois à compter de l'OS (ordre de service) conformément à l'article 18.1.1 du CCAG/Travaux 2021.

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat

Ces travaux devront être réalisés durant la saison hivernale 2025 et terminés avant le 31/03/2026.

Le planning prévisionnel des travaux figure en annexe du présent marché.

Le titulaire s'engage à respecter le délai global fixé par ce planning. Il lui appartient d'optimiser l'organisation des travaux, en tenant compte de l'occupation du bâtiment pendant toute la durée du chantier.

À ce titre, le titulaire devra notamment prévoir la réalisation de certains travaux durant les week-ends ou pendant les périodes de vacances universitaires, de manière à limiter la gêne occasionnée aux usagers et à garantir la continuité des activités dans le bâtiment. Toute proposition d'optimisation du calendrier sera appréciée, sous réserve du respect du délai global.

Pendant la durée des travaux, les installations de sécurité existantes ne devront en aucun cas être mises en défaut.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.



## **7 - Prix**

### **7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

L'offre de prix de l'entreprise devra être présentée obligatoirement suivant le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire annexé auquel seront joint, un devis descriptif spécifiant les marques, types et qualités de tous les appareils proposés avec références techniques exactes du catalogue du constructeur.

Les prix remis par l'entreprise comprennent entre autres :

- Toutes les manutentions, coltinages des matériels et matériaux, par tous moyens appropriés,
- Toutes les protections, dispositifs de sécurité nécessaires à l'exécution des ouvrages,
- Tous les échafaudages nécessaires,
- L'entretien des dispositifs de sécurité,
- Les nettoyages,
- Toutes les installations nécessaires à la sécurité générale du chantier,
- Les équipements nécessaires aux essais.

L'entrepreneur sera tenu de contrôler et compléter les indications des plans et du CCTP.

S'il existe des erreurs ou omissions, celles-ci devront être signalées au Maître d'Ouvrage et au bureau d'étude avant la remise de leur offre.

L'entreprise devra prévoir dès la remise de son offre au maître d'ouvrage ou au bureau d'étude, tous les travaux nécessaires à la bonne finition des ouvrages et ne pourront arguer ultérieurement de ces erreurs ou omissions pour exiger des plus-values ou réfaction d'honoraire.

Les quantitatifs fournis par le bureau d'étude sont donnés à titre indicatifs.

Il appartient aux candidats, en raison du caractère forfaitaire du marché, de mesurer eux-mêmes l'étendue des obligations auxquelles ils acceptent de souscrire par la remise de leurs offres.

Les entreprises soumissionnaires devront impérativement remplir le « cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire » fourni. Ces cadres devront obligatoirement être remplis avec les prix unitaires face aux quantités ou articles de décomposition de chaque ouvrage.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le plan de prévention, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

### **7.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes et actualisables.

Les modalités d'actualisation se font suivant l'article 9.4.2 et 9.4.3 du CCAG-Travaux.

## 8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La période de garantie pour le présent Corps d'Etat, pourra être prolongée tant que les essais de marche normale de puissance et de rendement n'auront pas donnés satisfaction et que toutes les prescriptions de documents contractuels n'auront pas été observées, notamment en ce qui concerne les documents à fournir.

L'Entrepreneur sera tenu d'entretenir son installation en bon état de fonctionnement pendant la période comprise entre l'achèvement des travaux et la réception. Pendant ce délai, il devra remplacer à ses frais toutes pièces qui se révéleraient défectueuses par vice de construction ou de montage, défaut de matières, usure normale etc...

Il demeurera responsable de tous les accidents qui pourraient résulter de la fabrication et de la combinaison de ses appareils, ainsi que des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés par suite de ces accidents.

S'il survenait pendant ce délai de garantie, une avarie dont la réparation incombe à l'Entrepreneur, un procès-verbal circonstancié serait dressé et lui serait notifié : s'il négligeait de faire la réparation dans le délai fixé, l'avarie sera réparée à ses frais.

En tout état de cause, le délai de garantie sera prolongé pour les organes importants réparés ou pour ceux qui en dépendent.

## 9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

### 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Le montant de l'avance est fixé à 20,0 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises, selon l'article A.10.1 du CCAG-Travaux, l'article R.2191-10 et l'article R.2191-7 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

## 9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiement

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante :

**[service.facturier@universite-paris-saclay.fr](mailto:service.facturier@universite-paris-saclay.fr)**

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :

**Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou - 91400 Orsay**

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Attention, le montant de la variation des prix doit apparaître distinctement du montant de la prestation réalisée.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054

- Code service : Aucun

- Numéro d'engagement juridique : fourni par le/les services prescripteurs après notification

### **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour de semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### **10.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### 11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### 11.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

### 11.3 - Préparation et coordination des travaux

#### 11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, maître d'ouvrage et titulaire(s) doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- Le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participent les titulaires ;
- Les titulaires participent à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail ;
- Les titulaires analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- Les titulaires élaborent, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions suivantes :

#### Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation des titulaires dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Après acceptation par chaque titulaire, dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation, il est visé par le maître d'œuvre puis notifié aux titulaires.

B) Au cours du chantier et avec l'accord du ou des titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service aux titulaires.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

L'entrepreneur devra établir, dans un délai maximum de 1 mois à compter de l'ordre de service, en conformité avec les pièces de marché, les plans, notes de calculs et détails nécessaires à l'exécution des ouvrages et en particulier :

- Les plans d'exécution, d'atelier et de chantier des ouvrages,
- Les notes de calculs.
- Les notices descriptives du matériel proposé,
- Les fiches techniques précisant les caractéristiques exactes des matériels et matériaux et les divers agréments,
- Les déclarations environnementales et sanitaires des produits mis en œuvre,
- Les échantillons de l'ensemble du matériel à utiliser,
- Le planning de commandes et d'approvisionnement.

Ces documents, seront communiqués au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre et au Contrôleur Technique.

### **11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Cette opération fait l'objet d'un plan de prévention.

Dès notification du marché, le titulaire devra prendre contact avec la responsable du Service Central de Prévention des Risques (M. Romain PELLARDY - [romain.pellardy@universite-paris-saclay.fr](mailto:romain.pellardy@universite-paris-saclay.fr)) qui lui donnera toutes les prescriptions particulières d'hygiène et sécurité relatives à l'Université de Paris-Saclay pour l'application du décret n° 92.158 du 20.02.1992 et de l'arrêté du 26 avril 1996.

A cette occasion, un plan de prévention sera élaboré et diffusé par le service Hygiène et Sécurité du site concerné.

Le titulaire qui, pour son intervention a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci. Ces installations resteront sur le chantier tant qu'elles seront nécessaires à l'exécution des travaux dans la limite du calendrier contractuel.

Lors de la remise de son offre, le candidat doit prévoir les coûts inhérents à la spécificité de certains lieux pour assurer correctement l'hygiène et la sécurité des travailleurs, par exemple échafaudage pour travail en hauteur.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **11.3.3 - Registre de chantier**

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

## **11.4 - Etudes d'exécution**

Le titulaire établit, d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs et études de détail. Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article 29 du CCAG-Travaux.

## **11.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **11.5.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité conformément à l'article 36 du CCAG-Travaux.

### **11.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **11.5.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

#### *11.5.3.1 Dossier des ouvrages exécuté (DOE)*

Le DOE sera fourni en 2 exemplaires au format papier (2 pour le maître d'ouvrage) et 2 exemplaires au format informatique sous forme de Clé USB.

Les plans seront aux formats DWG et PDF. Les documents textes ou tableur seront au format PDF.

Le dossier devra contenir au minimum le contenu de l'annexe 4 joint au CCTP.

#### *11.5.3.2 Dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO)*

Les indications concernant la remise du DIUO sont mentionnées à l'article 4.1 des annexes du CCTP

## **12 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit (liste non exhaustive) :

- Insertion des personnes en situation précaire

Assurer le respect des exigences éthiques.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit (liste non exhaustive) :

- Valorisation des déchets et le réemploi

- Protection de l'environnement

- Encourager la sobriété énergétique

## **13 - Réception**

### **13.1 - Réception des travaux**

#### **13.1.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception ne pourra être demandée qu'après achèvement de la totalité des ouvrages et des essais.

Il sera établi un procès-verbal à la suite de la visite de réception.

La réception pourra être :

- Avec ou sans réserve

- Refus de réception.

Dans le cas de réception avec réserves, il sera fixé en accord avec l'Entrepreneur une date de réception de réserve au plus tard 30 jours après la date de réception.

Au cas où, dans le délai prescrit, l'Entrepreneur n'aurait pas levé les réserves consignées dans le procès-verbal de réception, la réception sera annulée.

Le Maître d'Ouvrage pourra désigner aux frais et risques du titulaire pour la conduite de son installation une entreprise spécialisée ou un membre de son personnel appointé, mais quelle que soit la solution adoptée, elle ne décharge en aucune manière l'adjudicataire de remettre au Maître d'Ouvrage le dossier de conduite et d'entretien ainsi que les plans de récolements.

Si ce dossier de conduite n'a pas été remis au moment de la prise en charge, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de rendre responsable l'installateur au titre de la garantie donnée de tous les incidents susceptibles de se produire quelle que soit leur origine.

## **14 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## **15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **16 - Pénalités**

### **16.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

- 100 € par jour de retard dans l'achèvement des travaux



-100 € par jour de retard dans l'installation et/ou le repliement de chantier

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 50,00 €.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **16.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **16.3 - Autres pénalités spécifiques**

-En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 50,00 € par absence.

-Si le titulaire met en défaut les installations de sécurité existante durant la durée des travaux, une pénalité de 50 € sera appliquée par jour de défaut.

-Le nettoyage du chantier (en cours et à la fin des travaux) est à la charge du titulaire. Si l'état de propreté est jugé insuffisant le MOE pourra faire procéder aux enlèvements et nettoyage par un tiers. Les frais engagés seront supportés par les entrepreneurs fautifs.

# **17 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

# **18 - Résiliation du contrat**

## **18.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Clauses complémentaires**

### **20.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## **21 - Dérogations**

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG - Travaux
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.3 du CCAG - Travaux
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 18.2 du CCAG - Travaux
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 10 du CCAG - Travaux
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 12 du CCAG - Travaux
- L'article 10.4 du CCAP déroge à l'article 10.7 et 12.5 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 11.4 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Travaux

- L'article 11.5.1 du CCAP déroge à l'article 36 du CCAG - Travaux
- L'article 11.5.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Travaux
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG - Travaux
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 44.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 8 du CCAG - Travaux
- L'article 18 du CCAP déroge à l'article 49 jusqu'à 53.2 du CCAG - Travaux